

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Suite au naufrage du groupe Quinta, la CST a proposé à la FICAM et à d'autres organisations professionnelles d'organiser des États Généraux du film et de son économie.

Nous nous réjouissons de voir que la FICAM invite « tous les professionnels du cinéma », au préalable, mettons nous d'accord sur l'état des lieux.

Les adhérents de la CST comme de l'AFC ont relevé les 5 points principaux suivants :

- La chute de Quinta est avant tout le résultat d'une guerre des prix délétère dans l'industrie cinématographique et non le simple effet de la numérisation du secteur qui était prévisible et que nous avons programmée.
- Cette guerre des prix touche l'ensemble des sociétés du secteur qui ont du, bon grès mal grès, suivre cette pente dangereuse.
- Les producteurs ont largement profité de cette situation et la part technique du budget des films n'a cessé de baisser, fragilisant autant les industries que les techniciens du secteur
- Ce mouvement a touché les techniciens et les savoir faire français. La production cinéma est devenue une zone de non droit et nous assistons à une dangereuse déprofessionnalisation du secteur.
- Les techniciens voient avec dépit et rage, que l'on négocie leurs salaires de plus en plus en dessous du « tarif minimum » par poste, tandis que le salaires des acteurs dit « bankables » ne cesse de monter vers des sommets et ce sans corrélation avec la plus value éventuelle qu'ils sont sensés apporter.

Nous espérons que la FICAM et toutes les autres organisations professionnelles (Directeurs photos, producteurs, réalisateurs, agents d'acteurs...) qui partagent cette analyse vont travailler ensemble pour organiser des Etats Généraux qui poseront les vrais problèmes, hors sollicitation de l'état.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'un coup d'épée dans l'eau comme le furent les précédentes tentatives. La régulation du secteur pourrait s'inspirer de la mise en place des radars routiers qui seuls ont fait baisser le nombre de morts.

Nous devons réagir contre le laisser faire l'idée de « concurrence libre et non faussée » qui ne tiennent pas compte les coûts réels de fabrication des films.

Il y va de l'avenir de nos industries, mais aussi de celui du Cinéma Français.

Caroline Champetier, présidente de l'AFC, Éric Guichard, AFC membre du bureau, Pierre-William Glenn, président de la CST, Laurent Hébert, Délégué général de la CST